



SYNDICAT MIXTE  
DU BASSIN DES DORONS

**LISTE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**  
**du 25 février 2025**

**Nomination secrétaire de séance**

Florence SCARPETTA est nommée secrétaire de séance.

**Approbation du procès-verbal de la séance du 22 novembre 2024**

Le procès-verbal est approuvé.

**Délibération DOR01-2025**

Débat d'orientation budgétaire 2025

Le Président,

Nouare KISMOUNE





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

Date de la convocation :	19 février 2025
Date d'affichage :	19 février 2025
Nombre de délégués titulaires en exercice :	16
Nombre de délégués titulaires présents :	11
Nombre de délégués excusés :	3
Nombre de délégués absent :	2
Nombre de pouvoirs :	3
Nombre de votes :	14

Séance du 25 février 2025

Délibération N° DOR01-2025  
Débat d'orientation budgétaire 2025

L'an deux mille vingt cinq, le vingt-cinq février à dix-huit heures, le Comité syndical du Syndicat Mixte du Bassin des Dorons dûment convoqué, s'est réuni dans les locaux de la Maison de la Coopération Intercommunale - 133 Quai Saint Réal - 73600 Moûtiers, sous la présidence de Monsieur Nouare KISMOUNE, Président.

**Etaient présents :**

Communauté de communes

Val Vanoise :	Jean-Marc BELLEVILLE, Thibaud FALCOZ, Thierry MONIN, Florence SURELLE
HAUTECOUR :	Joseph SELLIER
LES BELLEVILLE:	Dominique DUNAND, Romain SOLLIER
MOUTIERS :	Nouare KISMOUNE, Florence SCARPETTA
SAINT MARCEL :	Sébastien SAVOV
SALINS-FONTAINE :	Alain CULLET

**Etaient excusés :**

Communauté de communes

Val Vanoise :	Jean-Yves PACHOD (pouvoir à Jean-Marc BELLEVILLE)
SAINT MARCEL :	Eric SUINO (pouvoir à Sébastien SAVOV)
SALINS-FONTAINE :	Stéphane PORTHEAULT (pouvoir à Alain CULLET)

**Etaient absents :**

Communauté de communes

Val Vanoise :	Gabriel BLANC
HAUTECOUR :	Florian PABOEUF

REÇU EN PREFECTURE

le 14/03/2025

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-073-257300764-20250225-DOR01\_2025-

Le Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B.) constitue une étape essentielle de la procédure budgétaire. Le Président doit présenter au Comité syndical, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le rapport est joint à la présente délibération.

**VU** le Code Général des collectivités Territoriales,

**VU** l'article L.1612-20 du Code Général des collectivités territoriales

**Le Comité syndical, à l'unanimité,**

**ACTE** la bonne tenue du débat d'orientation budgétaire, sur la base d'un rapport portant sur le budget du syndicat mixte du bassin des Dorons, en prévision du vote du budget primitif 2025 prévu pour la prochaine séance du Comité syndical.

Fait et délibéré les jour, mois et an susvisés

Pour extrait conforme

La secrétaire de séance,

Florence SCARPETTA



Le Président,

Nouare KISMOUNE

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte après transmission en Préfecture et publication.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Syndicat mixte dans les deux mois à compter de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans le même délai. Le tribunal administratif peut être également saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).





## 1. Débat d'orientation budgétaire 2025

Le Président doit présenter au Comité syndical, dans un délai maximum de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Voici les principaux éléments de contexte pour orienter la réflexion budgétaire du Syndicat des Dorons :

### a. Contexte économique international et national

**Croissance économique mondiale :** La croissance économique mondiale reste modérée, impactée par les tensions géopolitiques et les incertitudes économiques.

**Inflation et hausse des coûts :** L'inflation, bien qu'en légère décélération, continue d'affecter les prix des matériaux, de l'énergie et des services. Cela impacte directement les coûts d'exploitation des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration.

**Taux d'intérêt élevés :** La politique monétaire restrictive des banques centrales entraîne une hausse des taux d'intérêt, ce qui alourdit les coûts de financement pour les projets d'investissement des collectivités et des syndicats.

**Transition écologique mondiale :** Les objectifs climatiques internationaux renforcent les pressions pour moderniser les infrastructures d'assainissement, adopter des technologies plus durables et réduire l'impact environnemental des activités.

### b. Contexte européen et réglementaire

**Planification hydrologique :** Les épisodes de sécheresse et les phénomènes climatiques extrêmes (inondations) deviennent plus fréquents. Cela impose une meilleure gestion des ressources en eau, y compris dans les réseaux d'assainissement.

**Fonds européens :** Des opportunités de financement existent via les programmes européens, comme les fonds FEDER (Fonds européen de développement régional), pour moderniser les infrastructures d'assainissement et améliorer leur efficacité énergétique.

### c. Contexte national et local

**Inflation en France :** La hausse des prix de l'énergie et des matériaux impacte significativement les coûts de fonctionnement et d'investissement des collectivités et également des syndicats d'assainissement.

**Transition écologique et énergétique :** En France, la loi Climat et Résilience et les objectifs de neutralité carbone renforcent la nécessité pour les syndicats de moderniser leurs infrastructures (réduction des consommations énergétiques, valorisation des boues, etc.).

**Réglementation française :** Le cadre réglementaire impose des con





qualité des rejets et des équipements, ce qui peut nécessiter des investissements supplémentaires dans les stations d'épuration et les réseaux.

Aides de l'État et des agences de l'eau : Les agences de l'eau continuent à soutenir les projets locaux via des subventions pour l'amélioration des infrastructures et la préservation des ressources en eau. Cependant, ces aides sont souvent conditionnées à des projets innovants ou à des démarches exemplaires en matière environnementale.

**d. Enjeux spécifiques pour le syndicat d'assainissement des Dorons et investissements à prévoir**

Modernisation des infrastructures : Réhabilitation des réseaux vieillissants pour limiter les pertes d'eau et les intrusions d'eaux parasites.

Mise aux normes : Mise en conformité de la station d'épuration avec les nouvelles réglementations européennes et nationales.

Transition énergétique : Intégration de technologies moins énergivores et valorisation des boues (méthanisation, compostage) pour réduire les coûts et améliorer les performances environnementales.

Adaptation au changement climatique : anticiper les épisodes de pluies intenses et les sécheresses par des infrastructures résilientes (bassins de rétention, gestion des eaux pluviales) et améliorer la gestion des eaux usées en période de crise hydrique pour préserver les ressources.

En conclusion, le syndicat doit prendre une nouvelle orientation en anticipant des investissements de réhabilitation de ses équipements vieillissants et en privilégiant des projets permettant de réduire les coûts à long terme tout en respectant les normes environnementales avec la recherche de financements externes et de subventions.

Un tableau des équilibres budgétaires en 2025 est joint

## Comptes de gestion 2024 Budget DORONS

Fonctionnement	crédits votés BP+DM 2024	CA 2024
Dépenses	377 520,41	268 071,59
Recettes	377 520,41	285 657,74
Résultat exercice 2024		17 586,15
Résultat 2023 reporté		90 211,95
<b>Résultat total 2024 à reporter</b>		<b>107 798,10</b>

331 066,55

Investissement	crédits votés BP+DM 2024	CA 2024
Dépenses	685 715,94	391 100,36
Recettes	685 715,94	154 704,20
Résultat exercice 2024		-236 396,16
Résultat 2023 reporté en I		459 664,61
<b>Résultat total 2024 à reporter</b>		<b>223 268,45</b>
RAR Dépense		12 925,37
RAR Recettes		0,00
<b>Besoin de financement sup.</b>		<b>-12 925,37</b>
<b>Besoin total de financement à reporter</b>		<b>210 343,08</b>

### Proposition d'affectation des résultats

<b>1068 : couverture des besoins d'Investissement</b>	
<b>002 : report en Fonctionnement</b>	<b>107 798,10</b> RF
<b>001 : report en Investissement</b>	<b>223 268,45</b> RI

**REÇU EN PREFECTURE**  
 Le 14/03/2025  
 Application agréée E-legalite.com

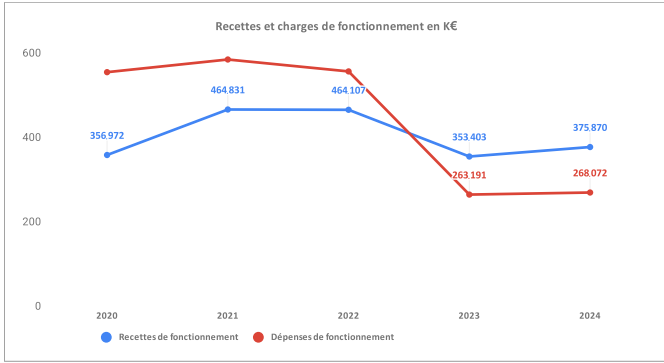
Maquette DOB 2025 - Budget DORONS

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	COMPTE ADMINISTRATIF					BUDGET PREVISIONNEL		
	2020	2021	2022	2023	2024	BP 2024	DOB 2025	
011 Charges à caractère Général	92 201	85 705 -7,0%	60 803 -29,1%	26 605 -56,2%	21 537 -19,0%	62 076	88 000 41,8%	Etude eaux claires parasites + entretien bâtiment + accompagnement juridique des contentieux
012 Masse salariale	4 363	22 421	16 704	20 831 24,7%	18 000 -13,6%	22 750	24 180 6,3%	
65 Autres charges	99 257	110 688	111 183	56 895 -48,8%	57 187 0,5%	65 000	52 000 -20,0%	
66 Charges financières	32 622	32 428	34 315	28 348	31 347	31 347	27 743	
022 Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	
23 Virement à la section d'investissement					0	56 347	0	
<b>TOTAL CHARGES REELLES</b>	<b>228 443</b>	<b>251 242</b> 10,0%	<b>223 005</b> -11,2%	<b>132 678</b> -40,5%	<b>128 072</b> -3,5%	<b>237 521</b>	<b>191 923</b> -19,2%	
042 Opérations d'ordre	324 865	332 083	332 083	130 512	140 000	140 000	609 331,00 200 000,00 409 331,00	amortissement 2025 Régularisation amortissement
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>553 308</b>	<b>583 325</b>	<b>555 088</b>	<b>263 191</b>	<b>268 072</b>	<b>377 521</b>	<b>801 254</b>	
		2,2%	0,0%	-60,7%	7,3%			
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	COMPTE ADMINISTRATIF					BUDGET PREVISIONNEL		
	2020	2021	2022	2023	2024	BP 2024	DOB 2025	
70 Prestations de services	328 210	464 829 41,6%	428 748 -7,8%	285 050 -33,5%	0 -100,0%	0	200 000	Surtaxe assainissement due par les usagers
74 Subvention d'exploitation					274 985	272 000	64 036	Montant de recettes pour équilibrer les sections
75 Autres produits	0	2	2	0	310	309	89	
77 Produits exceptionnels	0	0	0	3 138	4 523	0	0	
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>	<b>328 210</b>	<b>464 831</b>	<b>428 750</b>	<b>288 189</b>	<b>279 818</b>	<b>272 309</b>	<b>200 089</b> -26,5%	
042 Opérations d'ordre			23 460	14 679	5 840	15 000	429 331 20 000 409 331	Régularisation amortissement
002 Excédents reportés	28 762	0	11 897	50 535	90 212	90 212	107 798,10	
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>356 972</b>	<b>464 831</b>	<b>464 107</b>	<b>353 403</b>	<b>375 870</b>	<b>377 521</b>	<b>801 254</b>	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	COMPTE ADMINISTRATIF					BUDGET PREVISIONNEL		
	2020	2021	2022	2023	2024	BP 2024	DOB 2025	
16 Capital de dette	65 207	73 168	81 138	81 616	82 103	82 103	82 599	
20 Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	8 467	0	
21 Immobilisations	0	5 532	13 332	46 662	303 157	419 654	705	
23 Autres immobilisations financières	231 393	767 798	111 398	47 949	0	145 491	331 589	Travaux Brides, Etude AMO et reprise des fondations de la station
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>296 600</b>	<b>846 498</b>	<b>205 868</b>	<b>176 227</b>	<b>385 260</b>	<b>655 716</b>	<b>414 893</b> -36,7%	
040 Opérations d'ordre	161 751	164 975	164 975	14 679	5 840	15 000	429 331 20 000 409 331	Régularisation amortissement
041 Opérations patrimoniales	0	0	0	14 704	0	15 000	15 000	
001 Déficit reporté	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>458 351</b>	<b>1 011 473</b>	<b>370 843</b>	<b>205 609</b>	<b>391 100</b>	<b>685 716</b>	<b>859 224</b>	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	COMPTE ADMINISTRATIF					BUDGET PREVISIONNEL		
	2020	2021	2022	2023	2024	BP 2024	DOB 2025	
10 Dotations et réserves	231 919	27 212	39 204	120 771	14 704	14 704	11 265	
13 Subventions d'investissement	161 168	0	0	165 271	0	0	0	
16 Emprunts	0	300 000	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>	<b>393 087</b>	<b>327 212</b>	<b>39 204</b>	<b>286 042</b>	<b>14 704</b>	<b>14 704</b>	<b>11 265</b>	
040 Opérations d'ordre	324 865	332 083	332 083	130 512	140 000	140 000	609 330,55 200 000 409 331	amortissement 2025 régularisation amortissement
041 Opérations patrimoniales	0	0	0	14 704	0	15 000	15 000	
001 Excédent reporté	326 150	585 751	233 573	234 016	459 665	459 665	223 628,45	
021 Virement de la section d'exploitation					0	56 347	0	
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 044 102</b>	<b>1 245 046</b>	<b>604 860</b>	<b>665 274</b>	<b>614 369</b>	<b>685 716</b>	<b>859 224</b>	
RESUME								
	2020	2021	2022	2023	2024			
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	356 972	464 831	464 107	353 403	375 870			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	553 308	583 325	555 088	263 191	268 072			
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-196 335	-118 493	-90 981	90 212	107 798			
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 044 102	1 245 046	604 860	665 274	614 369			
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	458 351	1 011 473	370 843	205 609	391 100			
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	585 751	233 573	234 016	459 665	223 268			
<b>RESULTAT DE CLÔTURE</b>	<b>389 416</b>	<b>115 079</b>	<b>143 036</b>	<b>549 877</b>	<b>331 067</b>			

**REÇU EN PREFECTURE**  
Le 14/03/2025  
Application agréée E-legalite.com

COMPTE ADMINISTRATIF				
2020	2021	2022	2023	2024
356 972	464 831	464 107	353 403	375 870
553 308	583 325	555 088	263 191	268 072

Recettes de fonctionnement
Dépenses de fonctionnement



**REÇU EN PREFECTURE**  
 Le 14/03/2025  
 Application agréée E-legalite.com